

CTM du 21 janvier 2016**point d'information : projet de modification du décret et de l'arrêté du 9 juillet 2008 portant modification de l'administration centrale (SG et DGITM)****Etude d'incidences****Objet**

I) Secrétariat général :

- création d'une direction des affaires financières (DAF) à la place du service des affaires financières (SAF).

II) Direction générale des infrastructures, des transports et de la mer :

- 1) modifications concernant la direction des infrastructures de transports (DIT) ;
- 2) modifications concernant la direction des services de transport (DST).

Pièces jointes

- projet de modification du décret n° 2008-680 du 9 juillet 2008 portant organisation de l'administration centrale du ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire : version avec modifications apparentes
- projet de modification de l'arrêté du 9 juillet 2008 portant organisation de l'administration centrale du ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire : version avec modifications apparentes

I) Transformer l'actuel service des affaires financières (SAF) en direction des affaires financières (DAF)

La fonction de responsable de la fonction financière ministérielle (RFFIM) a été instituée par l'article 69 du décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique (décret GBCP). Cet article donne un fondement juridique aux fonctions financières devant être exercées par le secrétariat général en affirmant ainsi l'importance de son rôle dans les domaines budgétaires et comptables.

Au sein du secrétariat général, la transformation du service des affaires financières en direction des affaires financières (DAF) s'explique par la nécessité :

- d'assurer pleinement les fonctions financières dévolues par le décret GBCP, notamment celles ayant trait à la programmation et à l'exécution budgétaire et à la qualité des différentes comptabilités ;
- d'assurer à un bon niveau la représentation des ministères dans les instances interministérielles (collège des directeurs des affaires financières, par exemple) et auprès des autorités chargées du contrôle financier (Cour des comptes et CBCM). À cet égard, constituer en direction la structure chargée des affaires financières est le choix de la plupart des ministères. Il est en effet indispensable de conforter son positionnement, compte tenu de l'importance des enjeux budgétaires et comptables et de ceux relatifs aux chantiers de modernisation de la chaîne de dépenses ;
- de renforcer la cohésion ministérielle autour de la fonction financière en prenant en compte les spécificités des besoins de financement des politiques publiques, des services déconcentrés et des opérateurs.

Ce renforcement du positionnement de la structure en charge des affaires financières doit également la mettre davantage en capacité de répondre aux évolutions suivantes :

- une gestion dans un contexte contraint qui exige que le DAF soit en capacité d'associer à haut niveau les responsables de programme et d'être l'interlocuteur de la fonction financière reconnu par les autres DAF ministériels et la direction du budget. ;
- la nécessité d'être exemplaire dans la gestion, et d'en convaincre nos partenaires, afin de préserver les moyens des politiques publiques ministérielles.

La future direction des affaires financières verra également son périmètre étendu par le rattachement du bureau des associations, qui relève actuellement du cabinet du secrétaire général. Ce bureau sera rattaché directement au directeur, compte tenu de la nature des dossiers traités et de la nécessité de conserver un positionnement proche des décisionnaires.

Enfin, pour ne pas modifier le nombre de postes de directeurs d'administration centrale, la création du poste de directeur des affaires financières sera compensée par la transformation du poste de directeur, adjoint au secrétaire général, en poste de chef de service, adjoint au secrétaire général.

Modifications à apporter aux textes d'organisation (pj)

L'article 2 du décret modifiant le décret du 9 juillet 2008 portant organisation de l'administration centrale du ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire sera modifié pour tenir compte de la création de la direction des affaires financières et de la transformation du poste de directeur, adjoint au secrétaire général, en poste de chef de service.

L'article 2 modifiant l'arrêté du 9 juillet 2008 portant organisation de l'administration centrale du ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire sera modifié pour intégrer la création de la DAF et supprimer le SAF.

Ce changement se répercute sur l'ordre de présentation des directions et des services du SG et la numérotation des articles 2.1 à 2.8.2 :

- l'article 2.1 est modifié pour tenir compte du rattachement du bureau des associations du cabinet du SG à la future DAF inscrit dans l'article 2.6.3,
- les articles concernant la DAF sont les 2.6 et suivants,
- les articles concernant le SPES sont les 2.7 et suivants, au lieu de 2.6 et suivants,
- les articles concernant le SPSSI sont les 2.8 et suivants, au lieu de 2.7 et suivants.

Conformément aux instructions que le secrétaire général du Gouvernement a donné, par note du 23 septembre 2015 relative à la procédure à suivre en cas de réorganisation des administrations centrales, ce projet de modification lui a été soumis.

Conséquences sur l'organisation, le personnel et le dialogue social

Cette modification est sans impact sur les effectifs, la répartition et les modalités de travail :

- les attributions des sept agents qui composent le bureau des associations ne changeront pas ; le bureau sera rattaché au directeur des affaires financières, au lieu d'être rattaché au cabinet du secrétaire général ;
- le nombre de postes de directeurs au sein de l'administration centrale du ministère, ainsi que le nombre de postes de chefs de service, restent inchangés.

Cette modification est inscrite à l'ordre du jour du comité technique du secrétariat général, le 12 janvier 2016.

II – Modifications concernant la DGITM

1) Direction des infrastructures de transports (DIT)

La dernière réorganisation de la DIT date de 2011. Il est devenu nécessaire d'intégrer des évolutions qui touchent à l'actualisation de ses missions et intéressent les trois sous-directions du service de la gestion du réseau routier national (GRN), et à moindre degré la sous-direction du développement et de la gestion des réseaux ferroviaires et des voies navigables (RFV), le département des partenariats public privé infrastructures et transports (DPP-IT) et la mission d'appui du réseau routier national (MARRN).

- Changements introduits au sein de la sous-direction en charge de la gestion du réseau autoroutier concédé (GRA)

L'article 5 du décret du 9 juillet 2008 prévoit que la DIT élabore les contrats de concessions d'autoroutes et en assure le contrôle du respect. Cette compétence exercée par la sous-direction en charge de la gestion du réseau autoroutier concédé n'apparaît pas dans son intitulé.

Par ailleurs, le décret donne compétence à la DIT pour définir les modalités de financement et de politique d'entretien des autoroutes, les deux modes retenus étaient jusqu'à présent la maîtrise d'ouvrage classique assurée par l'Etat incluant l'entretien et la concession autoroutière qui confie ces missions à des sociétés publiques ou privées titulaire d'un contrat de concession sous le contrôle de l'Etat concédant.

La DIT a mis en place un moyen novateur de financement en 2011 en lançant les contrats de partenariats pour la réalisation d'autoroute ; le premier contrat a été signé en 2013 pour un projet à Marseille. Ce contrat a été attribué par le département des partenariats publics privés (DPPP), mais dans la mesure où il faut gérer cet ouvrage à sa livraison en 2016, et par cohérence avec les attributions dévolues à la sous-direction qui gère le réseau autoroutier concédé, la sous-direction assurera également la gestion et le contrôle des contrats de partenariat relatifs aux infrastructures autoroutières, cette gestion incluant également la fixation des éléments des loyers qui constituent la rémunération des contrats de partenariat.

Aussi, il est proposé de renommer la « sous-direction de la gestion du réseau autoroutier concédé » (GRA), « sous-direction de la gestion et du contrôle du réseau autoroutier concédé » (GCA).

Par souci de simplification, il convient également de modifier l'intitulé du "bureau du suivi des contrats et de l'aménagement du réseau" qui devient "bureau des contrats" ; ce nouvel intitulé ne change pas ses attributions.

Pour tenir compte de l'importance grandissante des missions de contrôle des obligations contractuelles conférées à la sous-direction, par rapport à ses missions de négociation des avenants, ces dernières seront déplacées du 2ème au 6ème alinéa de l'article 5.1.1.1.

De plus, il est apparu opportun d'uniformiser les titres des structures au sein de la sous-direction, le mot « division » ne correspondant pas aux standards de l'administration centrale. Composées d'une dizaine de cadres A et d'agents de catégories B, les divisions sont en fait de gros bureaux.

S'agissant de l'information routière, il est proposé de clarifier la répartition des attributions entre la sous-direction de gestion du réseau autoroutier concédé (GRA) et la sous-direction de la gestion du réseau routier non concédé et du trafic (GRT) et d'apporter une précision sur les systèmes de transport intelligents pour indiquer que le mode routier est concerné.

L'article 5.1.1.1 de l'arrêté du 9 juillet 2008 intègre l'ensemble de ces modifications (pj).

- Réorganisation de la sous direction aménagement du réseau routier national et attributions (ARN)

Créée en 2011, cette sous-direction a en charge les études amont de développement du réseau routier national et du suivi de la construction pour le réseau routier national non concédé.

Depuis cette date, la sous-direction ARN est composée de 5 bureaux. Il est proposé d'en réduire le nombre à 4 en répartissant les attributions exercées aujourd'hui par le bureau "bureau de la politique de l'aménagement routier" (ARN 1) entre les deux bureaux de pilotage de projets, ARN2 et ARN3. Ces derniers seront désormais dénomés "bureau de l'animation et du pilotage des projets Zone Sud" (ARN1 : fusion de l'ex ARN1 et de l'ex ARN3) et "bureau de l'animation et du pilotage des projets Zone Nord" (ARN2). Ces deux bureaux auront désormais une double vocation : suivi des projets et suivi de thématiques transversales.

S'agissant des attributions qui touchent à l'élaboration de la politique et de la doctrine environnementale pour la conduite des études et travaux, l'intervention de la sous-direction ne se limite pas au seul réseau routier national. Elle peut également être amenée à collaborer aux études dans ce domaine qui touchent les infrastructures de transport ferroviaires et les voies navigables relevant de l'Etat : trop limitative, la mention « sur le réseau routier national » est donc retirée.

L'article 5.1.1.3. de l'arrêté du 9 juillet 2008 intègre l'ensemble de ces modifications proposées (pj).

- Clarification de l'organisation et des compétences de la sous direction de gestion du réseau routier non concédé et du trafic (GRT)

Un pôle programmation et dialogue de gestion a été créé pour tenir compte du développement du pilotage des moyens des services déconcentrés. Pour gagner en lisibilité ce pôle sera identifié dans l'arrêté du 9 juillet 2008 (pj).

Il est par ailleurs devenu nécessaire de clarifier les compétences relatives à l'information routière en chargeant la sous-direction GRT de la définition, du pilotage et de l'évaluation de la politique d'information routière et, pour la partie du réseau autoroutier concédé (cf supra), de traiter cette question en liaison avec la sous-direction de gestion du réseau autoroutier concédé (GRA). La même précision est apportée pour les systèmes de transport intelligents.

L'article 5.1.1.4 de l'arrêté du 9 juillet 2008 intègre l'ensemble de ces modifications (pj).

- Attributions de la sous-direction du développement et de la gestion des réseaux ferroviaires et des voies navigables (RFV)

La loi portant réforme ferroviaire du 4 août 2014 a créé un nouveau groupe public ferroviaire SNCF ; il est nécessaire de mettre en cohérence les attributions qui touchent à la tutelle du gestionnaire d'infrastructure ferroviaire : la modification proposée porte sur le 6ème alinéa de l'article 5.1.2 où les mots « réseau ferré de France » sont remplacés par les mots «SNCF Réseau» (pj).

- Réorganisation et attributions du département partenariats public-privé infrastructures et transports (DPPP – IT)

Lors de la création du "département des partenariats publics privés" (DPPP) trois "pôles" ont été mis en place ; ils exercent respectivement des compétences juridiques, financières et de pilotage de projet. La logique qui sous-tendait cette organisation était de disposer d'une structure légère

dédiée à un fonctionnement par projet plutôt qu'une organisation hiérarchique classique moins adaptée à un fonctionnement transversal.

À l'usage, l'organisation du département a été amenée à évoluer par rapport au schéma initial inscrit dans les textes d'organisation.

Il est ainsi apparu plus efficace que les responsables d'opérations chargés du pilotage des procédures de dévolution de projets autoroutiers soient directement rattachés à la direction du DPPP sans faire intervenir un échelon hiérarchique intermédiaire de chef du pôle pilotage de projet. Cette évolution est d'autant plus justifiée que le titre de "chef de pôle" ne représente pas de valeur ajoutée par rapport à des postes de chefs de projet généralement détenus par des catégories A+ ou A expérimentées.

Par ailleurs, en raison du développement de ce département, les « pôles » ont acquis et développé des activités en tous points comparables à celles des bureaux d'administration centrale.

En outre, l'appellation de « pôles », rattachés à un département, est plus difficilement compréhensible en termes de gestion des ressources humaines. Cette appellation entraîne en effet deux inconvénients majeurs : d'une part, à l'occasion de vacance de poste, le titre de chef de pôle n'est pas naturellement associé à « chef de bureau » et limite l'intérêt d'éventuels candidats recherchant ce positionnement et, d'autre part, l'absence du titre de chef de bureau ne permet pas le détachement dans les emplois fonctionnels de conseiller ou d'ingénieur en chef.

Il est donc proposé de transformer le "pôle procédures et contrats" et le "pôle économique et financier" en bureaux. La dénomination du "pôle conduite de projets" (PCP) reste inchangée compte tenu de sa taille réduite.

L'article 5.1.4 de l'arrêté du 9 juillet 2008 intègre ces modifications (pj).

- Attributions de la mission d'appui du réseau routier national (MARRN)

Les audits de sécurité et la qualification des auditeurs sont prévus par des textes postérieurs à l'arrêté de 2008.

Les missions mentionnées au 8ème alinéa de l'article 5.1.6 de l'arrêté du 9 juillet 2008 sont donc complétées pour les mettre en cohérence avec les dispositions législatives et réglementaires (pj).

Conséquences sur l'organisation, le personnel et le dialogue social

La seule modification de structure est la fusion du "bureau de la politique de l'aménagement routier" (ARN1) avec le "bureau du pilotage des projet – zone2" (ARN3) pour devenir le "bureau de l'animation et du pilotage des projets Zone Sud" (ARN1). Les agents des ex bureaux ARN1 et ARN3 conservent leurs postes au sein du nouveau bureau ARN 1 ainsi que le même chef de l'ex bureau ARN1, par ailleurs chef de bureau par intérim de l'ex bureau ARN3. La suppression de l'ex bureau ARN1 est donc sans impact sur les agents et le personnel d'encadrement. Suivant un mode de fonctionnement déjà en place, ces agents peuvent se voir confier en fonction de leur plan de charge des tâches de suivi de projet.

En lien avec cette fusion, les agents du bureau ARN 2, qui change également de dénomination mais sans changer de sigle, se voient également confier le suivi de thématiques transversales.

Les autres évolutions sont des changements de dénomination ou des précisions des missions exercées ; elles n'ont pas de conséquence sur les effectifs, ni sur les modalités de travail.

Enfin deux postes de chef de division et deux postes de chef de pôle sont transformés en quatre postes de chef de bureau.

2) Direction des services de transport (DST)

- Clarification des attributions de la sous direction des ports et du transport fluvial (PTF)

L'activité de recueil, de traitement et de diffusion des statistiques portuaires exigées par la directive 2009/42/CE relative au relevé statistique des transports de marchandises et de passagers par mer est aujourd'hui assurée par la DGITM. Les statistiques des autres modes (hors aérien) sont gérées par le CGDD/SoeS.

Dans un souci de cohérence entre les différents modes, un protocole de transfert complet de l'activité depuis la sous-direction PTF vers la sous-direction des statistiques des transports a été établi entre la direction des services de transport et le service de l'observation et des statistiques. Celui-ci doit pouvoir débiter au 1er janvier 2016 et être pleinement effectif au 1er septembre 2016. Il conduit à supprimer les missions de «recueil et traitement de données dans les domaines du transport maritime et des ports » actuellement assurée par le "bureau de l'analyse économique des transports fluviaux, maritimes et des ports" (PTF4).

Les articles de l'arrêté concernant le CGDD/SoeS ne seront pas modifiés car ils décrivent déjà ces missions (article 3.2.3 de l'arrêté pré cité).

Ce transfert conduit de fait à recentrer le bureau PTF4 sur des missions plus stratégiques et finalement à adopter une nouvelle dénomination qui reflète davantage son nouveau positionnement : «bureau de la stratégie et du développement portuaires ».

Elle ne modifie pas son action qui consiste à mener des études et actions en faveur du développement du transport fluvial dans l'objectif de favoriser la massification des flux depuis et vers les ports.

Cette réorganisation est aussi l'occasion de clarifier la répartition des compétences avec le "bureau du transport fluvial" (PTF3).

L'ensemble de ces modifications seront prises en compte dans l'article 5.2.3 de l'arrêté du 9 juillet 2008 (pj).

Conséquences sur l'organisation, le personnel et le dialogue social

Aucun agent n'ayant vocation à accompagner ce transfert, puisque le poste sera vacant à compter du 1^{er} août 2016 (départ à la retraite de l'agent concerné), un poste de catégorie A devra être transféré au 1er septembre 2016 de la sous-direction PTF vers le CGDD/SoeS ; il fera un recrutement idoine. Les démarches permettant le transfert de cet ETP doivent donc être engagées dans le cadre du dialogue de gestion 2016.

Un second ETP pourra être transféré. La sous-direction PTF propose le transfert d'un poste de catégorie C aujourd'hui entièrement dédié au recueil des statistiques et de l'agent qui en est titulaire. La sous-direction PTF devra entamer une démarche auprès de cet agent à son retour de congé longue maladie en mars 2016 afin d'évaluer avec lui cette perspective, en y associant le SOeS.

Le comité technique de la DGITM s'est réuni le 17 décembre 2015 ; il a émis un vote favorable à ces propositions de modification, par deux voix pour et huit abstentions.

DECRET

Décret n° 2008-680 du 9 juillet 2008 portant organisation de l'administration centrale du ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire

Version en modification apparente concernant l'article 2 relatif aux affaires financières et au poste d'adjoint au secrétaire général

(...)

Décrète :

(...)

Article 2

· Modifié par Décret n°2013-872 du 27 septembre 2013 - art. 1

Le secrétaire général assiste le ministre pour l'administration du ministère. A cette fin, il coordonne l'action de l'ensemble des services et participe à leur évaluation. Il leur alloue les moyens de leur activité. Il est responsable de la fonction financière ministérielle. Il est l'ordonnateur principal délégué des crédits du ministère sans préjudice des attributions des responsables de programme. Ceux-ci ont la qualité d'ordonnateur pour la programmation, la répartition et la mise à disposition des crédits dont ils ont la charge. Il conduit les réflexions stratégiques relatives à l'organisation et à l'administration du ministère, propose ses évolutions et met en œuvre la politique de modernisation. Il organise l'exercice de la tutelle des établissements publics nationaux et coordonne la relation du ministère avec ses services déconcentrés. Il élabore les principes généraux de gestion des ressources humaines, assure leur mise en œuvre et garantit le dialogue avec les personnels et leurs représentants. Il élabore la stratégie d'information et de communication interne et externe du ministère, la met en œuvre et évalue son efficacité. Il définit les modalités de traitement des questions juridiques et veille à leur mise en œuvre. Il propose au ministre la nomination des cadres dirigeants et experts de haut niveau. Il assure la préparation des nominations des représentants du ministère dans les différents organismes où il est représenté. Il assiste le ministre pour l'élaboration de la position du ministère dans les choix européens et internationaux. Il est responsable des missions de défense, de sécurité et d'intelligence économique du ministère. Il est assisté d'un adjoint, **directeur chef de service**.

Le délégué à l'action foncière et immobilière, la délégation ministérielle à l'accessibilité et la délégation aux cadres dirigeants lui sont rattachés.

Le secrétaire général dirige les activités des directions et services suivants qui composent le secrétariat général :

- la direction des affaires européennes et internationales ;
- la direction des affaires juridiques ;
- la direction de la communication ;
- la direction des ressources humaines ;
- **la direction des affaires financières ;**
- le service du pilotage et de l'évolution des services ;
- le service des politiques support et des systèmes d'information ;

— ~~le service des affaires financières ;~~

— le service de défense, de sécurité et d'intelligence économique.

(...)

~~VII~~ V — ~~Le service~~ La direction des affaires financières est responsable du pilotage de la programmation, de la préparation et de l'exécution du budget du ministère en dépenses et en recettes. ~~Il~~ Elle assure la synthèse fiscale ministérielle. En liaison avec les autres services et directions du secrétariat général, ~~il~~ elle veille à la soutenabilité budgétaire ministérielle ainsi qu'à celle des opérateurs.

~~Il~~ Elle tient la comptabilité de l'ordonnateur et à ce titre anime la fonction comptable, veille à l'organisation des services comptables, à leur animation et aux systèmes d'information du domaine. ~~Il~~ Elle s'assure du respect de la réglementation budgétaire et comptable, et de celle du code des marchés, participe aux travaux de certification des comptes de l'Etat et des établissements publics du ressort du ministère, en lien avec le contrôleur budgétaire et comptable, et assure le pilotage du contrôle interne comptable et budgétaire.

~~Il~~ Elle est le correspondant ministériel de la Cour des comptes.

~~Il~~ Elle est responsable de la passation des marchés du secrétariat général et des marchés mutualisés pour le compte des directions d'administration centrale.

~~V~~ VI — le service du pilotage et de l'évolution des services (...)

~~V~~ VII — le service des politiques support et des systèmes d'information (...)

(...)

**Arrêté du 9 juillet 2008 portant organisation de l'administration centrale du
ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de
l'aménagement du territoire**

Version avec modifications apparentes concernant
le SG (adjoint SG, bureau des associations, SAF) et la DGITM (DIT, DST)

[...]

Article 2

- Modifié par Arrêté du 23 juillet 2013 - art. 2

Le secrétariat général, outre le cabinet, comprend :

- la direction des affaires européennes et internationales ;
- la direction des affaires juridiques ;
- la direction de la communication ;
- la direction des ressources humaines ;
- la direction des affaires financières ;
- le service du pilotage et de l'évolution des services ;
- le service des politiques support et des systèmes d'information ;
- ~~le service des affaires financières ;~~
- le service de défense, de sécurité et d'intelligence économique ;
- la délégation aux cadres dirigeants ;
- la délégation ministérielle à l'accessibilité.

Article 2.1

Le cabinet du secrétaire général, sous l'autorité du directeur du cabinet, comprend, outre le secrétariat particulier du secrétaire général :

- des conseillers ;
- ~~le bureau des associations ;~~
- la section de la chancellerie.

Article 2.1.1

[...]

~~Article 2.1.2~~

~~Le bureau des associations est chargé du suivi des relations avec les associations et de l'instruction des demandes de subvention.~~

Article 2.1.3-2

La section de la chancellerie est chargée des dossiers de chancellerie et notamment du suivi des propositions de nomination et de promotion dans les différents ordres, formulées par les services du ministère

[...]

Article 2.8.6

~~Le service~~ La direction des affaires financières comprend :

- la sous-direction du budget et des contrôles ;
- la sous-direction des marchés et de la comptabilité ;
- le bureau des associations.

Article 2.8.1.6.1

- Modifié par Arrêté du 23 juillet 2013 - art. 2

La sous-direction du budget et des contrôles, en liaison avec les directions d'administration centrale et les responsables de programme, prépare les projets de loi de finances et les arbitrages budgétaires et assure la coordination de tous les travaux associés au domaine budgétaire et fiscal pour le compte du secrétaire général, responsable de la fonction financière ministérielle.

Cette sous-direction assure le suivi et le contrôle de l'exécution budgétaire, en lien avec le contrôleur budgétaire et comptable du ministère. Elle établit la comptabilité d'analyse des coûts des programmes et le suivi de la performance dans les documents budgétaires.

Elle effectue l'analyse de l'exécution des lois de finances pour la Cour des comptes et la production des documents nécessaires à l'élaboration de la loi de règlement. Elle participe à la préparation des projets de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier.

Elle assure la coordination et le suivi des moyens consacrés aux contrats de plan Etat-région ainsi qu'à l'outre-mer.

Elle anime le réseau des correspondants budgétaires et fiscaux du ministère.

Elle est chargée, au titre de la fonction de commissaire du Gouvernement exercée par le secrétaire général auprès de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, de la tutelle financière et budgétaire de l'agence.

Elle assure le pilotage du contrôle interne comptable dans l'ensemble des services du ministère, en lien avec le département comptable ministériel.

Elle élabore, met en œuvre et actualise le Plan d'action ministériel (PAM)

Elle coordonne les travaux du contrôle interne comptable avec les missions d'audit ministérielles. Elle réalise des contrôles comptables de deuxième niveau.

Elle est maître d'ouvrage des formations au contrôle interne comptable.

Elle anime le réseau des correspondants du contrôle interne comptable dans les services.

Elle est chargée de la tenue de la comptabilité de l'ordonnateur principal et participe à ce titre aux travaux de certification des comptes. Elle élabore les règles et procédures comptables et la documentation des services.

Elle élabore les textes de désignation des ordonnateurs secondaires, les textes portant création des régies d'avances et de recettes, la nomination des régisseurs.

Elle est le correspondant du ministère pour la Cour des comptes.

Elle est responsable de l'animation de la fonction comptable ministérielle ; elle anime le réseau des responsables comptables.

Elle comprend :

- le bureau de la synthèse budgétaire ;
- la mission du contrôle interne comptable ;
- le bureau de la réglementation financière et des contrôles.

Article 2.8.2.6.2

La sous-direction des marchés et de la comptabilité assure la préparation, la passation et la notification des marchés du secrétariat général et des marchés mutualisés pour le compte du ministère. Elle assure les fonctions d'ordonnateur principal délégué du ministre et la tenue des régies d'avances et de recettes qui pourraient être créées.

Elle comprend :

- le bureau des marchés ;
- le bureau de la comptabilité de l'administration centrale.

Article 2.1.2.6.3

Le bureau des associations est chargé du suivi des relations avec les associations et de l'instruction des demandes de subvention.

Article 2.6.7

- Modifié par Arrêté du 5 octobre 2011 - art. 5

Le service du pilotage et de l'évolution des services comprend : (...)

Article 2.6.7.1

- Modifié par Arrêté du 5 octobre 2011 - art. 5

La sous-direction de la modernisation élabore la stratégie de modernisation, d'évolution et d'organisation de l'ensemble des services du ministère, et coordonne sa mise en œuvre (...)

Article 2.6.7.2

- Modifié par Arrêté du 5 octobre 2011 - art. 5

La sous-direction du pilotage et de la performance des services et des tutelles, [...]

Article 2.6.7.3

- Modifié par Arrêté du 5 octobre 2011 - art. 5

La sous-direction de l'accompagnement du changement et de l'enseignement supérieur est chargée de piloter les réflexions, études et analyses prospectives relatives aux besoins prévisionnels du ministère et de ses établissements publics en termes de métiers, d'emplois, de compétences, de modes d'intervention et de pratiques managériales. (...)

Article 2.6.7.4 (abrogé)

Article 2.6.7.5

- Modifié par Arrêté du 23 juillet 2013 - art. 2
La délégation à l'action foncière et immobilière [...]

Article 2.7.8.

- Modifié par Arrêté du 13 juillet 2010 - art. 3 bis
Le service des politiques support et des systèmes d'information comprend, outre la mission de la politique documentaire et la mission des archives publiques : [...]

Article 2.7.8.1

La sous-direction de la conduite et de la gestion des moyens budgétaires des fonctions support assure la gouvernance des crédits, [...]

Article 2.7.8.2

- Modifié par Arrêté du 26 mars 2012 - art. 1
La sous-direction d'appui technique et logistique de l'administration centrale pilote et organise [...]

Article 2.7.8.3

- Modifié par ARRÊTÉ du 11 décembre 2014 - art. 2
La sous-direction du schéma directeur et de la politique des systèmes d'information élabore, [...]

Article 2.7.8.4

La sous-direction des systèmes d'information pour les activités support apporte une assistance [...]

Article 2.7.8.5

- Modifié par Arrêté du 13 juillet 2010 - art. 3 bis
Le département des politiques ministérielles de fonctionnement et d'achat durables met en œuvre [...]

Article 2.7.8.6 (abrogé)

Article 2.7.8.7

La mission de la politique documentaire est chargée d'établir et de mettre en œuvre la politique documentaire du ministère, [...]

Article 2.7.8.8

La mission des archives publiques est chargée d'établir et de mettre en œuvre la politique

d'archivage du ministère.

Article 2.8

~~Le service des affaires financières comprend :~~
~~— la sous-direction du budget et des contrôles ;~~
~~— la sous-direction des marchés et de la comptabilité.~~

Article 2.8.1

~~— Modifié par Arrêté du 23 juillet 2013 — art. 2~~

~~La sous-direction du budget et des contrôles, en liaison avec les directions d'administration centrale et les responsables de programme, prépare les projets de loi de finances et les arbitrages budgétaires et assure la coordination de tous les travaux associés au domaine budgétaire et fiscal pour le compte du secrétaire général, responsable de la fonction financière ministérielle.~~

~~Cette sous-direction assure le suivi et le contrôle de l'exécution budgétaire, en lien avec le contrôleur budgétaire et comptable du ministère. Elle établit la comptabilité d'analyse des coûts des programmes et le suivi de la performance dans les documents budgétaires.~~

~~Elle effectue l'analyse de l'exécution des lois de finances pour la Cour des comptes et la production des documents nécessaires à l'élaboration de la loi de règlement. Elle participe à la préparation des projets de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier.~~

~~Elle assure la coordination et le suivi des moyens consacrés aux contrats de plan Etat-région ainsi qu'à l'outre-mer.~~

~~Elle anime le réseau des correspondants budgétaires et fiscaux du ministère.~~

~~Elle est chargée, au titre de la fonction de commissaire du Gouvernement exercée par le secrétaire général auprès de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, de la tutelle financière et budgétaire de l'agence.~~

~~Elle assure le pilotage du contrôle interne comptable dans l'ensemble des services du ministère, en lien avec le département comptable ministériel.~~

~~Elle élabore, met en œuvre et actualise le Plan d'action ministériel (PAM).~~

~~Elle coordonne les travaux du contrôle interne comptable avec les missions d'audit ministérielles. Elle réalise des contrôles comptables de deuxième niveau.~~

~~Elle est maître d'ouvrage des formations au contrôle interne comptable.~~

~~Elle anime le réseau des correspondants du contrôle interne comptable dans les services.~~

~~Elle est chargée de la tenue de la comptabilité de l'ordonnateur principal et participe à ce titre aux travaux de certification des comptes. Elle élabore les règles et procédures comptables et la documentation des services.~~

~~Elle élabore les textes de désignation des ordonnateurs secondaires, les textes portant création des régies d'avances et de recettes, la nomination des régisseurs.~~

~~Elle est le correspondant du ministère pour la Cour des comptes.~~

~~Elle est responsable de l'animation de la fonction comptable ministérielle ; elle anime le réseau des responsables comptables.~~

~~Elle comprend :~~

~~— le bureau de la synthèse budgétaire ;~~

- ~~— la mission du contrôle interne comptable ;~~
- ~~— le bureau de la réglementation financière et des contrôles.~~

Article 2.8.2

-

~~La sous-direction des marchés et de la comptabilité assure la préparation, la passation et la notification des marchés du secrétariat général et des marchés mutualisés pour le compte du ministère. Elle assure les fonctions d'ordonnateur principal délégué du ministre et la tenue des régies d'avances et de recettes qui pourraient être créées.~~

Elle comprend :

- ~~— le bureau des marchés ;~~
- ~~— le bureau de la comptabilité de l'administration centrale.~~

[...]

Article 5.1

- Modifié par ARRÊTÉ du 19 août 2014 - art. 2

La direction des infrastructures de transport comprend :

- le service de gestion du réseau routier national ;
- la sous-direction du développement et de la gestion des réseaux ferroviaires et des voies navigables ;
- le département **d'expertise** des partenariats public-privé ~~et de conduite des projets délégués~~ ;
- la mission d'appui du réseau routier national ;
- la mission de coordination des affaires européennes et internationales.

La direction des infrastructures de transport s'appuie, en tant que de besoin, sur les compétences du centre d'études des tunnels.

Article 5.1.1

Modifié par Arrêté du 5 octobre 2011 - art. 13

Le service de la gestion du réseau routier national exerce les attributions suivantes :

- définition, planification et mise en œuvre de la stratégie d'évolution du réseau routier national ;
- élaboration et mise en œuvre de la politique d'entretien, de viabilité et de remise en état du réseau routier national ;
- mise en œuvre de la politique nationale de sécurité des infrastructures sur ce réseau et de la politique de lutte contre les nuisances sonores qui leur sont liées ;
- élaboration de la politique nationale d'information routière et de gestion du trafic et mise en œuvre sur le réseau routier national en liaison avec l'ensemble des autres gestionnaires de réseaux ;
- contribution à la connaissance statistique des trafics et à la diffusion de ces données ;
- contrôle des concessions d'autoroutes.

Il comprend :

- la sous-direction de la gestion **et du contrôle** du réseau autoroutier concédé ;

- la sous-direction de l'aménagement du réseau routier national ;
- la sous-direction de la gestion du réseau routier non concédé et du trafic.

Article 5.1.1.1

· Modifié par Arrêté du 5 octobre 2011 - art. 13

La sous-direction de la gestion **et du contrôle** du réseau autoroutier concédé exerce les attributions suivantes :

- ~~— définition des investissements sur le réseau en service et négociation des avenants aux cahiers des charges des concessions existantes ainsi que des contrats de plan Etat-société concessionnaire ;~~
- contrôle du respect par les concessionnaires **et les titulaires de contrats de partenariat** de leurs obligations en matière d'investissement, d'entretien, d'exploitation, de service rendu aux usagers et **le cas échéant** de tarification des ouvrages dont ils ont la charge ;
- contrôle des péages autoroutiers et participation aux réflexions sur la tarification dans une perspective multimodale ;
- ~~— gestion des éléments de loyers constituant la rémunération des contrats de partenariat ;~~
- ~~— définition des investissements sur le réseau en service et négociation des avenants aux cahiers des charges des concessions existantes ainsi que des contrats de plan entre l'Etat et les sociétés concessionnaires ;~~
- suivi des politiques commerciales mises en œuvre par les concessionnaires, notamment en matière d'abonnements et de télépéages ;
- agrément des sous-concessionnaires ;
- réalisation d'audits et de contrôles sur site et évaluation des systèmes qualité mis en œuvre par les concessionnaires **et les titulaires des contrats de partenariat** ;
- contrôle du niveau de service assuré aux usagers et suivi des indicateurs de qualité ou de performance contractualisés ;
- relations avec les usagers du réseau concédé ;
- participation à l'élaboration de la politique technique pour ce qui relève de son domaine de compétence ;
- assistance auprès de la direction de la sécurité routière pour ce qui concerne l'activité des concessionnaires relevant de son domaine de compétence ;
- tutelle des établissements publics intervenant dans le secteur autoroutier concédé ;
- secrétariat de la délégation française aux commissions intergouvernementales des tunnels du Fréjus et du Mont-Blanc ;
- ~~— contribution à la définition, au pilotage et à l'évaluation des politiques nationales d'information routière et de déploiement de systèmes de transport intelligents pour le mode routier sur le réseau autoroutier concédé, en liaison avec la sous-direction de la gestion du réseau routier non concédé et du trafic.~~

Elle comprend :

- le bureau ~~du suivi~~ des contrats ~~et de l'aménagement du réseau~~ ;
- ~~le bureau~~ des usagers et de l'exploitation ;
- ~~la division~~ le bureau de la construction et du patrimoine ;

[...]

Article 5.1.1.3

- Modifié par Arrêté du 5 octobre 2011 - art. 13

La sous-direction de l'aménagement du réseau routier national exerce les missions suivantes :

- définition, planification et mise en œuvre de la stratégie d'évolution du réseau routier national ;
- programmations annuelle et pluriannuelle des études et opérations de développement et de modernisation du réseau routier national non concédé ;
- contribution à l'élaboration de la politique et de la doctrine environnementale pour la conduite des études et travaux ~~sur le réseau routier national~~ ;
- contribution à la définition des actions visant à assurer la cohérence fonctionnelle du réseau routier national dans son ensemble ;
- participation aux travaux sur l'élaboration des documents réglementaires et méthodologiques relatifs à l'évaluation des projets d'investissement routier, en collaboration avec le Commissariat général au développement durable ;
- pilotage des projets de développement et de modernisation du réseau routier national, hors sections concédées ou faisant l'objet d'un contrat de partenariat ;
- animation des réseaux métiers relevant des champs de compétence de la sous-direction.

Elle comprend :

- le bureau de ~~la politique de l'aménagement routier~~ l'animation et du pilotage des projets Zone nord ;
- le bureau de l'animation et du pilotage des projets Zone sud ;
- ~~- le bureau du pilotage des projets (zone 1) ;~~
- ~~- le bureau du pilotage des projets (zone 2) ;~~
- le bureau de la programmation et du financement ;
- le bureau de la politique de l'environnement.

Article 5.1.1.4

- Modifié par Arrêté du 27 septembre 2013 - art. 3

La sous-direction de la gestion du réseau routier non concédé et du trafic exerce les missions suivantes sur le réseau routier national non concédé :

- définition, pilotage et évaluation des politiques nationales d'entretien routier, d'exploitation routière et d'information routière ;
- définition, pilotage et évaluation de la politique d'aménagements du réseau routier destinée à améliorer la sécurité routière ainsi que des politiques de service aux usagers ;
- contribution, dans toutes ses missions, à la prise en compte de l'amélioration de la sécurité des agents ;
- programmation et gestion budgétaire correspondant aux missions susmentionnées ;
- pilotage de l'élaboration des outils d'aide à la décision et d'évaluation des politiques ;
- application des dispositions relatives à la sûreté, la sécurité et la défense liées à l'exploitation des infrastructures routières nationales, en liaison avec le département de la sûreté dans les transports de la direction des services de transport et en liaison avec le service de défense, de sécurité et d'intelligence économique ;
- participation à la gestion du volet routier des crises de niveau régional et national en

relation avec le service de défense, de sécurité et d'intelligence économique ;

- animation du réseau des centres régionaux d'information et de coordination routières en collaboration avec les divisions police et gendarmerie ;
- animation des réseaux métiers relevant des champs de compétence de la sous-direction ;
- pilotage et évaluation des politiques nationales d'information routière et des conditions de déploiement de systèmes de transport intelligents pour le mode routier, en liaison avec la sous-direction de la gestion du réseau autoroutier concédé pour le réseau routier national concédé.

Elle comprend :

- le bureau du patrimoine routier national non concédé ;
- le bureau de l'exploitation routière et de la sécurité ;
- le bureau de l'information routière et de systèmes d'information ;
- le pôle programmation.

Article 5.1.2

· Modifié par Arrêté du 5 octobre 2011 - art. 14

La sous-direction du développement et de la gestion des réseaux ferroviaires et des voies navigables :

- planifie les grands projets de développement des infrastructures de transports ferroviaires et des voies navigables relevant de l'Etat en relation avec le Commissariat général au développement durable ;
- définit, en liaison avec les maîtres d'ouvrage des réseaux d'infrastructures concernés, les modalités de financement de ces projets et précise la répartition des risques entre les intervenants ;
- programme et gère les opérations contractualisées d'infrastructures de transport ferroviaires hors Ile-de-France ;
- oriente et contrôle la modernisation des réseaux ferroviaires et des voies navigables ;
- exerce la tutelle de SNCF Réseau ~~ferré de France~~ et de Voies navigables de France ;
- élabore et met en œuvre la réglementation et la régulation économique des infrastructures de transports ferroviaires ;
- exerce les attributions du ministre en matière de réglementation relative à l'usage des infrastructures de transports ferroviaires ;

Elle comprend :

- le bureau de la planification et des grandes opérations ferroviaires (zone 1) ;
- le bureau des opérations contractualisées et des grandes opérations ferroviaires (zone 2) ;
- le bureau du réseau ferré national ;
- le bureau des voies navigables.

[...]

Article 5.1.4

· Modifié par Arrêté du 5 janvier 2010 - art. 6

- Modifié par Arrêté du 5 janvier 2010 - art. 6, v. Init.

Le département ~~d'expertise~~ des partenariats public-privé ~~et de conduite des projets délégués~~ exerce les attributions suivantes :

- expertise, réalisation et pilotage des études juridiques, économiques et financières, des études sur les procédures de mise en concurrence et des études d'organisation du projet et de la maîtrise d'ouvrage, pour les projets de type partenariat public-privé ;
- expertise, réalisation et pilotage d'études juridiques, économiques et financières en matière de financement des projets d'infrastructures, de tarification, de mesures de régulation intermodale et de suivi des contrats, y compris en ce qui concerne la détermination de la participation de Réseau ferré de France aux projets ferroviaires ;
- capitalisation et diffusion de l'expérience en matière de montage innovant et de partenariat public-privé ;
- élaboration et adaptation, dans le domaine des infrastructures de transport, du cadre juridique des partenariats public-privé ;
- conduite des processus d'attribution des nouveaux contrats de délégation ou de partenariat passés directement par l'Etat et des études financières ainsi que des procédures relevant du niveau central nécessaires à cet effet ;
- contrôle de l'exécution des contrats jusqu'à la mise en service, avec l'appui de la sous-direction de la gestion du réseau autoroutier concédé.

Il comprend :

- le ~~bureau pôle~~ procédures et contrats ;
- le ~~bureau pôle~~ économique et financier ;
- le pôle de conduite de projets.

[...]

Article 5.1.6

- Modifié par Arrêté du 27 septembre 2013 - art. 3

La mission d'appui du réseau routier national exerce, pour le compte de la direction des infrastructures de transport, les missions suivantes :

- contribution à la définition des actions visant à assurer la cohérence du réseau routier dans son ensemble ;
- coordination de l'élaboration de la politique technique routière ;
- pilotage des évolutions de la réglementation routière en matière d'utilisation et d'implantation d'équipements de la route : signalisation verticale, horizontale et dispositifs de retenue ;
- définition du réseau des routes à grande circulation ;
- élaboration de la politique de la qualité et audit des systèmes de management de la qualité mis en place ;
- conseil et avis, aux plans technique et organisationnel, sur l'activité et la production de la direction et des services déconcentrés qui concourent à la mise en œuvre de l'aménagement, de l'entretien et de l'exploitation du réseau routier national ;
- conseil et avis concernant la conception et la réalisation des aménagements du réseau routier national pour la direction des infrastructures de transport, dans ses domaines de compétence, et les maîtres d'ouvrage déconcentrés ;
- ~~audits de sécurité des infrastructures routières, qualification des auditeurs de sécurité,~~

inspections préalables à la mise en service des projets d'investissement routier ;

- relations avec le bureau d'enquête sur les accidents des transports terrestres pour les propositions de mesures concernant le réseau routier dans son ensemble ;
- coordination de l'animation et du management des services déconcentrés en charge de l'aménagement, de l'entretien et de l'exploitation du réseau routier national.

Elle comprend :

- un pôle " animation des services et qualité, politique technique " ;
- des pôles territoriaux.

[...]

Article 5.2.3

· Modifié par Arrêté du 5 octobre 2011 - art. 15

La sous-direction des ports et du transport fluvial exerce les attributions suivantes :

- élaboration des orientations de la politique relative au développement des ports maritimes et intérieurs et planification des projets de développement de leurs infrastructures ;
- exercice de la tutelle des ports relevant de l'Etat et de la Chambre nationale de la batellerie artisanale ;
- réglementation et régulation économique des ports et des services de transport fluvial, et de réglementation relative à l'usage des infrastructures portuaires et aux services portuaires ;
- élaboration et mise en œuvre des réglementations relatives à la police portuaire, à la sécurité et, en liaison avec le département de la sûreté dans les transports, à la sûreté des ports ;
- définition des orientations relatives à la sécurité et à la police de la navigation des transports fluviaux et, en liaison avec le département de la sûreté dans les transports, à la sûreté des transports fluviaux, proposition à cet effet des dispositions législatives, élaboration et mise en œuvre des réglementations, en liaison avec la direction des affaires juridiques ;
- définition et coordination, en liaison avec les ministères en charge de l'intérieur, de la défense, des finances, de l'industrie et de la justice, de la politique du contrôle des transports fluviaux, suivi de l'application des sanctions et de leur harmonisation ;
- contribution, dans le domaine des ports et du transport fluvial et maritime, aux analyses et études économiques ;
- ~~— recueil et traitement de données dans les domaines du transport maritime et des ports ;~~
- participation aux réflexions sur les effets du transport maritime et fluvial sur l'environnement.

Elle comprend :

- le bureau des ports ;
- le bureau de l'organisation et de la réglementation portuaires ;
- le bureau du transport fluvial ;

— le bureau de ~~l'analyse économique des transports fluviaux et maritimes et des ports~~ la stratégie et du développement portuaires.

[...]